

BILAN ET PERSPECTIVES DE LA RECHERCHE ÉCONOMIQUE EN TUNISIE

La recherche économique, comme l'ensemble des sciences sociales en Tunisie, n'a guère plus d'un quart de siècle d'existence. Cette jeunesse explique à elle seule bien de ses insuffisances, de ses errements. Elle est née — faut-il le rappeler — avec l'Indépendance, dans un contexte de lutte pour l'édification d'une société nouvelle, d'une économie plus harmonieuse, au service du plus grand nombre.

Recherche économique proprement dite et production de données à caractère économique et social sont encore, dans les années soixante, étroitement imbriquées. Des universitaires tunisiens, mais aussi étrangers participent à la confection d'outils permettant l'élaboration de ces données, tandis que des statisticiens chargés de la collecte de ces informations s'essaient dans des travaux de recherche.

Pour cette raison, disons historique, mais aussi pour une autre plus fondamentale que nous invoquerons un peu plus loin, nous avons choisi le parti-pris d'interroger l'évolution, les caractères, les thèmes étudiés et la portée de cette recherche telle qu'elle se développe au sein de l'université et de ses centres de recherche, mais aussi telle qu'elle s'effectue au sein d'organismes plus directement liés à la gestion étatique de l'économie. Cette dernière est loin d'être négligeable même si elle n'a pas un retentissement similaire à celui de l'université.

Ne faut-il, en effet, entendre par recherche que la seule recherche académique, comme cela est le cas dans bon nombre de pays occidentaux ? Ou bien faut-il considérer les travaux liés à la planification, à l'identification de projets et à leur faisabilité comme ayant également une réelle valeur, et présentant un véritable intérêt pour l'amélioration de la connaissance ?

Il s'agit là d'un vaste débat que nous ne saurions trancher. Toutefois, dans un pays en développement comme la Tunisie, les enjeux apparaissent différents de ceux que l'on rencontre en Occident. Faut-il laisser le soin aux seuls techniciens et aux gestionnaires, d'étudier les implications économiques et sociales de certains choix, comme par exemple les effets de la création d'une zone touristique dans un espace social donné ? Les universitaires ne pourraient-ils pas mobiliser leurs connaissances et contribuer à faire que ces choix ne dépendent

plus exclusivement des seuls critères étroits (généralement ceux du calcul économique) que retiennent ces techniciens ? Cette convergence des efforts de réflexion est-elle purement illusoire, ne sera-t-elle, encore pour longtemps qu'un vœu pieux ?

Il va s'en dire que notre propos ne vise nullement à remettre en cause la nécessaire indépendance du chercheur économique à l'égard du pouvoir politique ainsi que sa libre réflexion théorique, sans lesquelles aucun progrès notable de la connaissance scientifique ne pourrait être obtenu.

De la même façon, nous voudrions ici saluer le travail efficace, parfois ingrat, souvent méconnu réalisé par de nombreux centres de documentation et d'études dépendant à des degrés divers de structures étatiques, animés par des personnels particulièrement compétents, que nous avons rencontrés lors de nos recherches.

Aussi nous intéresserons-nous à l'ensemble des travaux, qu'ils soient d'origine universitaire ou extra-universitaire, sans toutefois chercher à en faire un état exhaustif ou à restituer l'intégralité de leurs résultats et de leurs enseignements. Notre ambition bien plus modeste vise plutôt à dégager les lignes de force mais aussi de faiblesse qui traversent cette recherche, à repérer les figures individuelles et collectives qui l'animent. Nous ne pourrions ainsi que décrire très succinctement son contenu, sans pouvoir rendre hommage, comme nous l'aurions souhaité, à tous ceux qui — face à l'indifférence, aux difficultés innombrables qu'ils rencontrent, aux sacrifices qu'ils consentent — tentent de la faire progresser.

I. — LE BILAN

A) GÉNÈSE DE LA RECHERCHE ÉCONOMIQUE EN TUNISIE

Au seuil des années soixante, la crise économique et sociale s'amplifie. Elle révèle de manière brutale que l'indépendance ne signifie pas le développement. La politique libérale suivie depuis 1956, faite de compromis ambigus et d'improvisations tactiques, n'a pas engagé le pays dans la voie de la reconquête de sa souveraineté économique.

Ainsi dès 1961, le nouvel État sous la direction du Président H. Bourguiba fait appel à d'autres compagnons de lutte, à des militants politico-syndicalistes d'origine populaire et petite bourgeoise qui seuls sont porteurs d'un véritable projet de transformation de la société tunisienne (cf. les *Perspectives décennales 1962-1971*).

Ce projet mobilisateur s'organise autour de quatre temps forts :

- Parachever la décolonisation par la récupération des éléments du système productif détenus encore par le capital étranger.
- Réaliser la promotion du citoyen tunisien par le relèvement de son niveau de vie.

— Procéder à des réformes de structures afin de juguler les tendances spéculatives (nationalisation du commerce extérieur et du commerce de gros).

— Engager un véritable processus d'industrialisation s'appuyant sur un large secteur public, et impulser une reprise de l'activité agricole par une modernisation de ses techniques et structures de production.

Si la *planification* de l'effort de développement apparaît bien au cœur même de ce projet, elle présuppose une production de données à caractère économique et social, indispensable à sa mise en œuvre, à son efficacité opératoire. C'est bien dans cette période que s'effectue l'essor véritable de cette recherche économique, prise dans son sens le plus large.

Ce rappel historique nous permet de préciser les caractéristiques fondamentales de cette recherche. Elle se veut avant tout militante, à vocation globale et totalisante mais aussi et simultanément plutôt pragmatique. Il faudra attendre encore quelques années pour voir se développer à son tour une recherche économique plus académique sous l'effet du développement de l'enseignement des sciences économiques.

L'impulsion donnée par le processus de planification ne se fait pas attendre. On assiste à une formidable éclosion de moyens techniques, institutionnels, privés et publics visant au recueil, au traitement et à la diffusion d'informations socio-économiques (les *Perspectives Décennales* sont traduites en arabe) : création et élargissement des prérogatives de l'Institut National de la Statistique. Mise en place progressive d'une comptabilité nationale. Constitution de directions « recherche-planification » au sein de chaque ministère.

Pierre Julet a raison lorsqu'il fait remarquer, quelques années plus tard que la jeune équipe de planification a accompli un travail « d'un sérieux et d'une cohérence tout à fait exceptionnels dont il n'est pas facile de trouver l'équivalent en Afrique » (1)

Tandis que l'I.N.S. fournit de multiples travaux (recensement des activités industrielles, étude de la consommation des ménages...) dont la fiabilité tend à s'améliorer d'année en année, la recherche universitaire et para-universitaire (le CERES par exemple) s'organise autour des grands thèmes de la planification. L'essentiel à l'époque, ne l'oublions pas, est de relever le défi de l'industrialisation.

Elle trouve ses sources d'inspiration tout à la fois dans les développements des expériences soviétiques et chinoises et dans les contributions décisives, notamment françaises, des nouveaux théoriciens du développement (C. Bettelheim, F. Perroux) et, plus particulièrement sur la question industrielle, les « industries industrialisantes » de G.D. de Bernis). De fait, elle s'articule autour des nouveaux paradigmes de la théorie du développement tels que les pôles de croissance, la maximisation des effets d'entraînement et de leur diffusion, les industries motrices (justification d'une industrie lourde).

(1) Pierre JUDET in *De l'indépendance politique à l'indépendance économique : la Tunisie de 1962 à 1971*. IREP, Grenoble, 1975.

Les cahiers du CERES (2) — série économique — témoignent, tout au long de ces années soixante, de l'importance prise par ces nouvelles problématiques. Le numéro 1 étudie les conditions dans lesquelles a été engagée la première vague d'industrialisation 61-65, conditions qui révèlent une sous-estimation des dépenses initiales d'investissement, ainsi que des modalités de financement particulièrement draconiennes et défavorables à la formation d'un surplus disponible à moyen terme. Dans la foulée, les numéros suivants seront consacrés aux questions liées à cette industrialisation : formation professionnelle, effets sur la balance commerciale, etc.

Bien que plus tardifs, les travaux du « Groupe huit » (3), composé de professionnels non universitaires, de chercheurs de diverses disciplines, et de techniciens de la planification, marquent l'avènement d'une réflexion pluridisciplinaire en profondeur sur les réalités économiques et sociales du pays. Il s'agit d'un inventaire quasi exhaustif des déterminants de la croissance économique. Ressources en matières premières, démographie, potentiel d'activité existant, état des infrastructures sont répertoriés, analysés et commentés avec minutie. Bon nombre de chapitres sont sous-tendus par les problématiques précitées : on trouve en bonne place les pôles de développement régionaux, les effets d'entraînement présumés des nouvelles industries motrices. Un très gros effort de présentation (schémas, cartographie) en fait, aujourd'hui encore, un remarquable outil de travail.

Observateur averti des stratégies de développement des pays nouvellement indépendants, P. Judet constatera à propos du défi industriel que « ce caractère d'urgence militante et quasi militaire s'est traduit par une quasi impossibilité de s'intéresser au détail en même temps que par une grande tolérance par rapport aux bavures facilement qualifiées d'inévitables auxquelles on aurait tout le temps ensuite de remédier » (4).

La recherche en Tunisie porte également, mais à sa façon la trace de cette urgence, de cette tolérance aux bavures...

Si de nombreuses études se sont attachées à analyser les conditions techniques et économiques du décollage de l'industrie, de l'agriculture coopérative, à dégager la pertinence économique des choix opérés au niveau de l'allocation des ressources, bien peu, en revanche se sont intéressées aux effets induits immédiats ou durables de cette modernisation.

On note ainsi une absence quasi totale de réflexion sur l'émergence de nouveaux rapports de travail, de nouveaux rapports sociaux qui freineront à n'en pas douter cette expérience de développement auto-centré.

En d'autres termes, pour les économistes tunisiens, mais aussi pour beaucoup d'autres dans cette période, l'industrialisation sera uniquement

(2) Cahier du CERES, semestriel, 23, rue d'Espagne, Tunis.

(3) Groupe Huit : *Les villes en Tunisie ? Éléments pour une décentralisation industrielle*. Ministère du Plan.

(4) Pierre JUDET, « Conséquences sociales de l'industrialisation dans les pays du Tiers Monde », in *Dossiers IFDA*, n° 20, Nyons.

affaire de mobilisation des forces productives, d'organisation des enchaînements techniques, sans se préoccuper suffisamment des conditions de formation d'un travailleur collectif de type nouveau, en un mot de l'apparition d'un salariat.

Il faudra attendre la seconde moitié des années soixante dix pour voir se profiler de timides tentatives de reformulation du problème industriel, sous l'effet de l'échec des politiques de développement suivies jusqu'alors, ainsi que des progrès enregistrés par la réflexion théorique.

B) LA RECHERCHE ÉCONOMIQUE DEPUIS LES ANNÉES SOIXANTE DIX

Incontestablement cette recherche est marquée par une double prise de conscience :

- tout d'abord de sa propre importance : plusieurs milliers de jeunes étudiants suivent les cours d'un corps d'enseignants aguerris à la recherche;
- ensuite de son rôle irremplaçable dans l'explication des phénomènes, des structures, des mécanismes qui régissent le fonctionnement et la reproduction de la formation économique et sociale tunisienne.

A la différence des années soixante, la recherche va revêtir un caractère plus critique, sans que ce dernier terme soit pris dans un sens péjoratif, c'est-à-dire dans la nécessaire distanciation du chercheur par rapport aux besoins de la gestion étatique de l'économie. Cette évolution apparaît d'autant plus normale que l'État a pu se doter de moyens d'analyses et d'études qui lui sont propres. Preuve en est le nombre croissant de thèses consacrées à la période coloniale, à la première phase d'autodéveloppement et d'industrialisation, à l'expérience des coopératives agricoles... Peu de travaux tentent d'être en prise directe avec l'actualité, avec l'événement. Beaucoup cherchent, et avec raison, dans la dimension historique des problèmes économiques, les causes structurelles du « mal développement » d'aujourd'hui.

Parmi les productions les plus marquantes et les plus représentatives de cette période, il faut citer la thèse de Doctorat d'État de M. A. Mahjoub, *Industrie et accumulation du capital en Tunisie : de la fin du XVIII^e siècle à nos jours*. Elle vient, à n'en pas douter, compléter notre connaissance de l'histoire contemporaine de la Tunisie, en nous restituant de manière plus systématique, que n'ont pu le faire les historiens, les évolutions de la base économique aux différentes étapes, précoloniale, coloniale et post-coloniale. Mais au delà des qualités descriptives de ce travail, l'analyse chronologique du mouvement de l'accumulation du capital en général, et plus spécifiquement dans l'industrie, sert un projet théorique plus ambitieux : celui de montrer que le lent processus de « sous-développement » prend sa source, puis revêt des formes particulières à chaque étape historique, dans les modalités spécifiques d'insertion de la Tunisie dans la Division Internationale du Travail.

Très schématiquement l'auteur débouche sur les enseignements suivants :

- Durant toute la seconde moitié du XIX^e siècle, se met en place ce que l'on pourrait appeler une « soumission formelle » de l'économie tunisienne à la

nouvelle division impérialiste du travail. Certaines production pré-industrielles (ex. : la chéchia) voient s'accroître leur déclin, tandis que d'autres s'inscrivent progressivement dans ces nouveaux rapports de production et d'échanges : réorientation du commerce des produits traditionnels vers l'Europe, multiplication du commerce des produits traditionnels vers l'Europe, multiplication des concessions dans des activités vitales pour le pays, acquisition de grands domaines agricoles..., toutefois le « partage colonial » n'est pas encore tout à fait achevé.

— Avec le Protectorat, la puissance coloniale va organiser la « soumission réelle » du système productif local en lui donnant progressivement une *configuration* qui réponde à ses besoins. On voit alors se façonner, au cours de ces années, une économie à dominante agro-minière exportatrice ne permettant pas, du fait d'un ensemble de dispositions juridiques ou de mécanismes plus spécifiquement économiques, une reproduction élargie du capital et une extension de la production industrielle à d'autres sphères d'activités.

— Cette configuration particulière des productions industrielles et le processus d'accumulation désarticulé et limité du capital qu'elle sous-tend, vont peser au moment de l'indépendance, et plus fondamentalement, de façon durable sur le devenir de cette industrialisation.

Ajoutons encore que l'intérêt de cette thèse réside également dans la qualité du système interprétatif mis en œuvre. L'auteur nous livre des principes méthodologiques et un appareillage conceptuel qu'il serait difficile de restituer en quelques lignes, mais qui dénotent à l'évidence une grande maîtrise des acquis de la théorie du développement et qui devraient trouver des prolongements.

A. Mahjoub ne semble pas avoir tiré lui-même tous les enseignements de cette désarticulation profonde et durable du système productif colonial qui tend à se reproduire — certes sous des formes différentes — au-delà de l'indépendance et des politiques économiques qui se voulaient correctrices. Comment expliquer la pesanteur de ces tendances défavorables à une restructuration harmonieuse de l'économie, permettant la reprise du processus d'accumulation et l'élargissement des conditions de sa reproduction ? Où se trouve le point de rupture à partir duquel il serait possible de leur échapper, ou pour le moins de les enrayer ?

La politique de développement mimétique de celle des pays occidentaux adoptée par les dirigeants, l'insertion plus grande de la Tunisie dans l'économie internationale, constituent des éléments d'explication qui ne vont guère plus loin que le simple constat, et qui ne représentent pas des réponses alternatives à la situation.

Dans *Technologies et développement : essai sur des propos hétérodoxes*, A. Mahjoub esquisse un nouveau type de problématique au centre duquel se trouve la question incontournable, mais sans doute non isolée, de la maîtrise des conditions technologiques du développement.

La tentative d'appropriation des normes techniques de la production occidentale, à travers la mise en place d'un ensemble d'industries manufacturières se serait révélée, selon l'auteur, largement inefficace, inadaptée et destructrice, se traduisant par des niveaux de productivité et de rentabilité

insuffisants, un gaspillage de ressources et par une disqualification d'autres productions, notamment artisanales. Il faudrait rompre avec cette pseudo-modernisation, ces importations massives de « know how » inadaptées aux conditions sociales et culturelles du pays et chercher, chaque fois que cela est possible, à revitaliser des façons de faire, jugées péremptoirement comme archaïques. Ce facteur n'est à l'évidence pas la seule cause de l'échec des politiques de développement, à preuve l'assimilation, somme toute réussie, des technologies modernes par bon nombre de pays semi-industrialisés.

L'accumulation du capital et les classes sociales en Tunisie depuis l'Indépendance de M. Ben Romdane appartient à cette catégorie de travaux qui tentent de renouveler les problématiques, les approches théoriques et méthodologiques de l'évolution économique post-coloniale. L'originalité réside bien dans cette volonté d'échapper à l'économisme ambiant et de donner toute son importance au rôle des classes sociales dans la formulation, puis dans la mise en œuvre d'une « politique de développement ». La dynamique économique qui en découle est, en quelque sorte, elle-même surdéterminée par les rapports qu'entretiennent les diverses forces sociales du pays (ce qui n'exclut pas la présence du capital international).

Cette démarche rejoint un de nos présupposés méthodologiques majeurs, selon lequel « Postuler que toute politique de développement se joue d'abord et avant tout dans la Production, à l'intérieur de ses structures sociales, c'est éviter les pièges des interprétations univoques qui mettent tantôt l'accent sur les phénomènes de « domination » tantôt sur ceux de la « dépendance ». Cette approche permet de décrire, prioritairement les causes et les mécanismes internes qui renforcent ou qui dégagent lentement le système productif de la situation de subordination initiale vis à vis des économies hégémoniques et de réinterpréter le déploiement d'une stratégie à partir d'un faisceau de déterminations dans lesquelles on retrouve les causes externes relayées par les structures sociales et politiques du pays » (5).

Si l'effort entrepris par notre auteur est louable il ne produit, au bout du compte, que peu de résultats probants. Il est vrai que la documentation statistique disponible qu'il utilise ne fournit que des éléments très fragmentaires de l'évolution des niveaux de vie des diverses fractions de la population, de la répartition des revenus et des patrimoines (enquête INS) à travers une typologie de statuts socio-professionnels très insuffisante et de toute évidence inopérante pour permettre une reconstitution des bases matérielles des fractions de classe et à fortiori des classes sociales en voie de constitution.

Analysant la première phase dite d'autodéveloppement planifié et assisté des années 61-69, M. Ben Romdane montre que la nationalisation du commerce extérieur et la réorganisation du commerce de gros et de détail au profit de l'appareil d'Etat, va entamer la condition matérielle et la position sociale de la fraction commerçante. Parallèlement et durant ces années, la petite paysannerie

(5) H. SRAIEB, in *Politiques industrielles, structures productives et valorisation des capitaux dans l'industrie manufacturière : le cas de la Tunisie : 1962-1981*. Thèse de Doctorat d'Etat, Aix-en-Provence, 1983.

verra sa situation se détériorer très rapidement sous l'effet de l'échec prolongé de l'expérience coopérativiste, tandis que les couches salariées et urbanisées seront affectées par la mise en œuvre, dès 1965, d'une politique d'austérité, réponse aux difficultés de démarrage de la nouvelle industrie manufacturière.

La crise de 1969 refléterait l'exacerbation des contradictions de classe. Certes ! Mais l'auteur donne ensuite une interprétation réductrice pour ne pas dire simpliste de cette crise et de son dénouement. L'affrontement de classe se résumerait au jeu des rapports de force entre deux protagonistes : d'un côté une *bourgeoisie d'État* qui tente de sauvegarder son pouvoir; de l'autre une *bourgeoisie privée*, mécontente du sort qui lui est fait et qui, pour appuyer ses revendications, se fait le porte-voix d'un mouvement d'opinion défavorable à la poursuite de l'expérience; l'issue de cette lutte se faisant à l'avantage de la seconde.

Sans pouvoir développer ici notre point de vue, quelques remarques s'imposent, cependant :

— La scène finale se jouant sur le terrain politique, on est surpris de constater que l'auteur n'a pas mis en évidence les relations de compromis et d'alliance entre les différentes fractions de classe qui se sont nouées dans cette période. Bien au contraire, la paysannerie, en dehors de quelques manifestations, la jeune classe ouvrière, le puissant syndicat y sont totalement absents. Pour une analyse en termes de classes, il y de quoi surprendre.

— Plus grave, la validité théorique de l'opposition, du face à face, bourgeoisie d'État/bourgeoisie privée ne nous paraît pas pertinente. Il y a là un emprunt, une tentative de récupération, du moins en ce qui concerne le premier terme de cette opposition, de la théorie du capitalisme d'État développée par de nombreux théoriciens, notamment C. Bettelheim. Quant au terme de bourgeoisie privée, il ne peut avoir au mieux qu'une valeur empirique, sinon à être considéré comme un pur pléonasme.

— Les grands propriétaires terriens, se voyant menacés par la volonté d'extension de la collectivisation des terres aux grands domaines, ont sans doute joué un rôle important pour empêcher la tentative du pouvoir de rallier à lui une partie de cette bourgeoisie commerçante en lui offrant de nouvelles possibilités d'insertion de son capital dans la sphère de la production industrielle, sans oublier non plus le rôle des pressions de la Banque Mondiale à travers les mécanismes de l'endettement de cette fin des années soixante.

Le rôle de la contrainte extérieure constitue également un sujet de prédilection pour de nombreux chercheurs : C. Ayari y avait consacré un important article à la fin des années 60 « Structures du financement extérieur des investissements en Tunisie : 1960-1968 » (6). Depuis, le travail de A. Damak, *Les échanges extérieurs dans la croissance économique de la Tunisie* (7), a considérablement fait avancer la connaissance de ce problème tant par la qualité des données statistiques qu'il a su recueillir ou même construire que par l'indéniable rigueur conceptuelle à laquelle il s'astreint tout au long de l'ouvrage.

(6) in *Revue Tunisienne de Sciences Sociales*, n° 14, Tunis, 1968.

(7) Thèse de Doctorat d'État, Paris I, 1975.

Pour l'auteur, toute la stratégie de développement de la première décennie repose sur une dialectique audacieuse entre, d'une part, une recherche de croissance et d'accumulation plus autonome s'appuyant sur un large marché intérieur et, d'autre part, une option d'ouverture et de maintien de relations privilégiées avec les pays capitalistes développés (valorisation des exportations / apports techniques et financiers). Tout l'enjeu de cette stratégie ambivalente réside dans la capacité de la politique de croissance interne à contenir la nécessaire politique d'ouverture et les risques potentiels de dégénérescence qu'elle comporte. Autrement dit la reproduction élargie d'un surplus interne doit permettre de faire face aux remboursements des dettes contractées et d'éviter par là-même le phénomène de la spirale de l'endettement-extraversion.

Cette politique débouche en fait sur :

- Une rigidification de la structure des importations : la part des biens intermédiaires entrant dans la production devient incompressible;
- Une trop faible croissance économique : le surplus qui s'en dégage est très insuffisant pour faire face aux besoins du service de la dette extérieure;
- Une dégradation rapide de la balance commerciale et de l'endettement : ce dernier passe en quelques années en pourcentage du PIB de près de 30% (65) à 49 % (68).

L'enracinement de cette contrainte extérieure ne peut déboucher que sur une extraversion plus importante de l'économie tunisienne.

Les problèmes posés par la planification du développement ont aussi inspiré certains chercheurs. Il s'agit soit d'une réflexion sur le contenu même de cette planification, au sens où l'on s'interroge sur la validité des modèles retenus, sur la pertinence des concepts et des relations censées rendre compte de la réalité et dessiner des perspectives d'évolution, soit encore, d'une confrontation entre les prévisions et les résultats obtenus à un niveau global ou sectoriel; confrontation qui s'accompagne d'une interprétation des écarts.

L'affectation optimale des ressources et les critères du choix des investissements dans la planification tunisienne, de R. Ayed (8), appartient à la première catégorie, tandis que *Politiques de développement industriel en Tunisie : 1962-1981*, de M. Mansouri (9), fait partie de la seconde.

Le premier nous entraîne, effectivement dans une analyse critique des modèles, largement inspirés de ceux existants en Occident et qui servent à la planification nationale. Leur nécessaire adaptation aux structures économiques et sociales du pays est loin d'avoir été réalisée. Des pans entiers de la société y sont négligés, quand ils ne sont pas purement ignorés, comme, par exemple, la montée de l'économie dite informelle, ou la transformation du monde artisanal. L'auteur consacre un long exposé, à l'examen « strictement technique » des priorités et de la hiérarchisation des objectifs, qui ne manque ni de vigueur, ni de clairvoyance.

(8) Thèse de Doctorat d'Etat, Université Paris I, 1976.

(9) Thèse de Doctorat d'Etat, Université Paris X, 1982.

De son côté, M. Mansouri décrit, avec concision, à travers l'interprétation des « Prévisions / Résultats » les performances ou les contre-performances de l'industrie tout au long de ces deux décennies 62-81. Les problèmes de l'investissement, de l'emploi, de la rentabilité, de la contribution respective des branches à l'équilibre extérieur, sont passés en revue.

Dans un tout autre domaine H. Mechri, dans *Transmission internationale du progrès technique et politique d'emploi : le cas de la Tunisie*, (10) s'est attaché à évaluer les effets du « transfert technologique » sur l'édification puis le fonctionnement de l'industrie locale.

Les implications tant économiques que sociales sont les suivantes :

- L'adoption de normes techniques, le plus souvent très rigides, empêche toute tentative de diversification de la production à court terme.
- Ces normes techniques induisent un mode de travail spécifique. Or la Tunisie ne dispose pas d'un système complexe de qualifications professionnelles. D'où les nombreux arrêts de la production et le recours à des palliatifs (Assistance étrangère).
- Ce transfert de technologies induit une tendance à l'élévation constante de la composition technique du capital sans que celle-ci s'accompagne immédiatement de gains de productivité, d'où un gaspillage important et une faible création d'emplois.

L'auteur préconise des technologies plus « labour using » sans nous préciser ce qu'elles pourraient être et où elles devraient être mises en œuvre.

Sur le même thème, H. Fetini dans *Recherche sur les modèles coopératifs et d'import-substitution 1960-1970*, (11) apporte une excellente contribution à l'analyse du phénomène coopératif. D'une part, l'introduction d'une mécanisation poussée, l'usage souvent irrationnel des engrais vont entraîner de fortes contraintes d'amortissements et de frais fixes. D'autre part, le remboursement brutal des terres, la condition salariale, le faible niveau de rémunération, la bureaucratization de l'ensemble du système, le blocage des prix à la production ne vont pas inciter les paysans à un effort de productivité. L'ensemble de ces facteurs vont se conjuguer et se traduire par une quasi stagnation du rendement à l'hectare et un relèvement très insuffisant de la production. Ils pèsent ainsi très fortement sur la formation d'un surplus potentiel permettant la reproduction élargie du système et permettant d'atteindre les objectifs fixés par le planificateur à savoir : l'autosuffisance alimentaire, le maintien de la population rurale par la création d'emplois.

Mieux que nous n'avons pu le faire ici, H. Fetini élabore un schéma théorique du mode de formation et de circulation du surplus potentiel particulièrement édifiant. Le surplus disponible après répartition et effets de fuite (transfert de valeur par le mécanisme des prix) n'est même pas suffisant pour assurer une reproduction à l'identique. Le système coopératif devient un lieu de

(10) Thèse de Doctorat d'Etat, Paris I, 1978.

(11) Thèse de 3^e cycle, Université Aix-Marseille II, 1981.

désaccumulation du capital. Cette modernisation, sans même atteindre les buts qu'elle s'était donnés, provoque une désertion massive des campagnes qui alimente à son tour le flux d'émigration ainsi qu'une aggravation des déséquilibres économiques régionaux.

Dans *Effets d'entraînement et développement économique : le cas de la Tunisie*, de H. Klai (12), on voit resurgir un paradigme que l'on croyait évanoui avec les échecs des premières années de développement.

L'objectif de l'auteur est de contribuer à la définition d'une stratégie de croissance économique optimale auto-entretenu, ou à défaut d'éclairer le planificateur sur les effets de ces choix sur l'intégration économique, les équilibres extérieurs etc... Le mérite de cette thèse réside effectivement dans cette tentative de formalisation des relations intersectorielles afin d'identifier les industries motrices qui pourront entraîner (sans effet de fuite) l'ensemble de l'appareil productif.

La prise en compte de la hiérarchisation de secteurs en fonction de leur effets d'entraînement ne peut conduire qu'à un « noircissement plus rapide de la matrice interindustrielle » c'est-à-dire à une meilleure intégration économique d'ensemble. Il est vrai que cette recherche ne s'interroge pas sur la nature de la croissance qui sera mise en œuvre par ce modèle, ou sur le type de développement qu'impliquent ses présupposés méthodologiques, mais elle ne peut pas non plus être confondue avec le formalisme abstrait et envahissant d'autres travaux qui masquent mal une réelle absence de réflexion théorique. Elle n'en débouche pas moins sur une conclusion fort intéressante : le manque d'intégration de l'industrie manufacturière, caractéristique de la première phase d'industrialisation, se serait sensiblement aggravé dans la période 70-79. Ce qui signifierait que la poursuite de cette politique industrielle, loin de servir l'objectif de redressement des comptes extérieurs, ne ferait que provoquer un accroissement des importations de biens intermédiaires et de productions nécessaires à cette industrie.

Limité aux recherches les plus représentatives, nous avons bien conscience de n'avoir pu rendre justice à tous, notamment à ceux qui, écrasés par la charge de leurs enseignements et par de multiples responsabilités administratives, ont contribué par des articles ou sous d'autres formes et contribueront encore à faire avancer ce champ de la connaissance scientifique.

II. — LES PERSPECTIVES D'AVENIR

A) DES ACQUIS

Si perspectives il y a, elles ne peuvent se fonder et prendre corps que sur les acquis d'aujourd'hui. Quels sont-ils ?

La Tunisie connaît depuis déjà quelques années un remarquable engouement du public pour l'information à caractère économique, qu'elle soit nationale

(12) Thèse de Doctorat d'Etat, Faculté de Sciences économiques de Tunis, 1981.

ou internationale. Il suffit pour s'en convaincre d'observer la progression des publications traitant de ce sujet. M. Bouhdiba (13) nous révèle que le nombre de revues spécialisées hebdomadaires ou mensuelles traitant de ce sujet a pratiquement quadruplé en moins de dix ans. L'enquête qu'il a réalisée en 1978, sur la répartition des publications par discipline en est une illustration patente.

Disciplines	Publications en français	Publications en arabe
Economie	84	13
Agriculture	13	6
Finances	12	4
Education	12	12
Problèmes sociaux	8	6
Droit	8	6
Démographie	8	2
Histoire et Géographie	6	4
Géographie	3	—

Source : A. Bouhdiba

La littérature économique représente à elle seule 46 % du total des revues spécialisées. Si l'on ajoute les questions financières qui sont le plus souvent fortement corrélées à celles de l'économie, le pourcentage s'élève à plus de 55 %, soit plus d'une publication sur deux. Il est vrai que cette presse se fait généralement l'écho de la doctrine officielle même si, ici ou là, quelques chercheurs universitaires ont pu y développer des points de vue différents. Mais elle représente un enjeu présent et futur pour la libre circulation des idées et la confrontation des opinions, enjeu auquel les économistes doivent collectivement tenter de trouver une réponse. Fort heureusement, la recherche économique universitaire dispose d'une bonne dizaine de centres. S'ils sont très inégalement dotés en matériels et en personnels, il est indispensable que leurs animateurs cherchent les moyens de les consolider et de les développer. Fait significatif de cette volonté et de cette persévérance, les économistes se sont constitués en association dont le premier résultat est l'édition d'une publication à caractère scientifique et dont le premier numéro est paru en janvier 1984 (14).

De leur côté, les centres d'études et de documentation non universitaires ont vu leur nombre s'accroître. A titre d'exemple, l'API et le CNEI (15) diffusent à travers des bulletins d'information, des annuaires et des études spécialisées, de précieuses indications sur le mouvement de créations d'entreprises (notamment PMI), sur l'évolution des branches ou des sous-branches. Les données sont le plus souvent de première main, d'un niveau de fiabilité très acceptable, étayées de commentaires.

A côté de ces aspects positifs, on ne saurait passer sous silence les difficultés auxquelles reste confrontée cette recherche. Parmi les problèmes les

(13) A. BOUHDIBA, *Revue internationale des Sciences sociales*, vol. 30, n° 1, 1978.

(14) L'Association des économistes tunisiens, ASECTU, édite la *Revue tunisienne d'Economie*, Faculté de Sciences économiques, Tunis.

(15) L'Agence de promotion des investissements, 7, rue d'Arabie Saoudite, Tunis. Le Centre national des Etudes industrielles, cité Mahrajesse, El Menzah, Tunis.

plus cruciaux il y a celui de la diffusion et de la conservation des travaux. A quelques exceptions près, ils sont ronéotés, tirés à quelques dizaines d'exemplaires, diffusés aux initiés, si bien qu'il n'est pas rare de ne plus en trouver de copie, quelques mois après. Un très gros effort dans ce domaine reste à faire.

B) LA NÉCESSAIRE CRITIQUE DE LA THÉORIE DU DÉVELOPPEMENT

La Tunisie connaît depuis quelques années une conjoncture économique franchement baissière ainsi qu'une dégradation continue du climat social et politique, illustrée par la multiplication des conflits sociaux et singulièrement par les événements tragiques de janvier 1984. Ces tensions et ce malaise profond résultent du désenchantement de l'opinion publique tunisienne face aux résultats contradictoires de « la politique de développement ». L'absence de projet mobilisateur, la faillite du discours officiel sur le développement ne font qu'accroître le désarroi. Il paraît donc urgent pour les économistes et pour la part qui leur incombe, de repenser ce « développement » et de tenter d'imaginer des solutions alternatives. Cette réflexion passe éminemment par la critique des présupposés idéologiques qui fondent le discours et la pratique des responsables économiques. Comme le dit fort justement C. Palloix « L'édification d'une théorie du développement économique dans les pays du tiers monde dépend en premier lieu d'une étape, à savoir saisir très clairement les problèmes du développement économique du tiers monde face à l'impérialisme ne serait-ce que pour ne pas tomber dans les pièges tendus à travers l'idéologie du développement. Ce n'est qu'ensuite que peut se penser, de l'intérieur des pays sous-développés, une théorie du développement » (16).

Cette critique pourrait s'organiser autour des axes suivants :

— Une refonte complète de la thématique de la croissance. La dynamique économique d'ensemble ne peut être réduite à celle du capital et de la production marchande. La dynamique propre des rapports marchands et salariaux y joue un rôle décisif. Ils sont, pour une large part, à l'origine des difficultés persistantes que traversent les pays.

— Une reformulation du processus d'industrialisation. Cette reformulation passe d'abord par une redéfinition de l'usage social de production. Que produit-on ? Comment et pour qui ?

Cela implique une réflexion sur les conditions techniques et sociales de la production, sur l'importance déterminante de la formation professionnelle qualifiante; de l'organisation du travail... Autrement dit, il n'est plus possible de concevoir une industrialisation efficace et durable sans la formation d'un travailleur collectif qualifié et sans intégration de la consommation populaire au processus d'accumulation.

— L'abandon de l'hégémonisme du calcul économique. Les concepts de productivité, de rentabilité, d'efficacité s'utilisent consciemment ou inconsciemment en terme de rationalité capitaliste et non dans l'optique d'un développement finalisé

(16) C. PALLOIX in *L'économie mondiale capitaliste et les firmes multinationales*, Ed. Maspéro, Paris 1975.

par des objectifs de longue haleine. Ainsi et pour ne prendre qu'un seul exemple le déficit de certaines entreprises est jugé par rapport à une période de temps qui est celle du calcul économique et qui n'a rien à voir avec le temps historique (celui de la formation sociale) nécessaire à l'édification d'une industrie nationale. Comme nous le rappelle M. Aglietta « Traiter de la croissance en évacuant l'histoire mène à une conception du temps qui ne peut faire de la dynamique qu'un avatar de la statistique. Il s'agit en effet d'un temps logique qui n'est pas l'expression d'un mouvement » (17).

Il ne s'agit là selon nous que d'axes prioritaires qui mériteraient d'être approfondis et complétés.

C) LES VOIES POSSIBLES D'EXPLORATION

Malgré son dynamisme apparent, la recherche économique tunisienne marque le pas. Elle s'interroge comme ses consœurs des pays du tiers-monde. Faut-il s'engager dans des recherches concrètes sur le terrain ? Ou bien poursuivre l'effort de réflexion théorique à partir des acquis existants ? Faut-il maintenir la spécialisation individuelle ou développer la pratique pluridisciplinaire ? Il revient, bien entendu, à la communauté des chercheurs d'apporter des réponses à ces questions. De nouveaux thèmes font, malgré tout, leur apparition. Dans le domaine de l'économie industrielle, de jeunes chercheurs tunisiens, encore relativement isolés, travaillent sur le concept d'économies d'échelle et sur les problèmes de la réhabilitation des techniques traditionnelles. Dans le domaine de l'économie de la santé, d'autres s'interrogent sur les conditions économiques d'une meilleure couverture sociale et sanitaire des populations, notamment de celles qui sont les plus éloignées des centres urbains. Les problèmes agricoles font également l'objet de l'attention de groupes pluridisciplinaires de chercheurs. Là, il s'agit de la réhabilitation de formes traditionnelles d'irrigation, qui par leur meilleur usage social, prouvent leur efficacité.

CONCLUSION

Cette recherche en est à ses balbutiements. Elle mériterait une plus grande attention des pouvoirs publics. Malgré ses progrès, elle reste attachée dans ses sources d'inspiration, comme dans le choix de ses paradigmes, à des modèles empruntés à l'extérieur. Rompre progressivement avec cette dépendance intellectuelle et culturelle suppose un effort accru en direction du concret, une confrontation plus poussée avec d'autres expériences de recherches des pays du tiers-monde. Son avenir se joue aussi dans ses institutions au premier rang desquelles se trouve l'université. Une réforme de l'enseignement supérieur est envisagée. Si celle-ci répond aux attentes et aux besoins de ses usagers, elle ne pourra en retour avoir que des effets bénéfiques sur cette recherche.

Hédi SRAÏEB

(17) M. AGLIETTA in *Régulations et crises du capitalisme*, Ed. Calmann-levy, Paris 1976.